

## Panorama de la Martinique

### CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Chef-lieu	Fort-de-France
Superficie	1 128 km <sup>2</sup>
Situation géographique	Arc antillais - New-York à 3 150 km, Paris à 6 900 km, Pointe-à-Pitre à 200 km
Langues parlées	Français et créole
Monnaie	Euro (€)
Statut	Département et Région d'Outre-mer (DROM) et Région ultrapériphérique (RUP)
Rang mondial IDH (2009)	29
Représentation nationale	4 députés, 2 sénateurs et 1 représentant au CESE
Représentation de l'Etat	Préfet

### Un long chemin vers la départementalisation

L'histoire de la Martinique est étroitement liée à l'expansion coloniale des européens dans la Caraïbe. Toutefois, les premiers peuplements datent du 2<sup>e</sup> millénaire avant notre ère, par des populations amérindiennes. Les premiers occupants seraient les Arawaks, venus de l'actuel Venezuela vers 100 av. JC. Entre le X<sup>e</sup> et le XIV<sup>e</sup> siècle, une nouvelle civilisation arrive dans l'île : les indiens Caraïbes ou Kalina. Christophe Colomb découvre la Martinique, qu'il nomme *Madinina* (« île aux fleurs »), le 15 juin 1502.

L'île devient française en 1635 et appartient alors à la Compagnie des Isles d'Amérique créée par Richelieu ; son statut institutionnel est celui d'une terre française administrée et exploitée par une compagnie à vocation commerciale. L'indigo, le café et la canne à sucre constituent tour à tour les cultures qui se développent dans l'île à mesure des conquêtes de terres arables au détriment du peuple des *Caraïbes* et dans le cadre d'un système économique basé sur l'esclavage. La Révolution française (1789) apporte l'idéal égalitaire dans les colonies. En 1793, le gouverneur de Rochambeau impose les droits civiques des Libres de couleur dans l'île. Toutefois, le parti royaliste prend les armes et fait intervenir les Anglais qui s'emparent de la Martinique jusqu'en 1802. Dans cet intervalle, la colonie ne peut profiter des institutions nouvelles et de l'abolition de l'esclavage. Le « Code Noir » de 1685 organise la vie économique et sociale jusqu'en 1848, année au cours de laquelle les décrets d'abolition de l'esclavage sont promulgués, sous l'impulsion de Victor Schœlcher.

Le 8 mai 1902, l'éruption de la Montagne Pelée détruit entièrement la ville de Saint-Pierre, capitale de l'époque et principal centre économique, tuant ses 30 000 habitants. Fort-de-France devient alors la capitale de la Martinique. Portée par les leaders communistes d'après guerre, tel que Aimé Césaire (1913-2008), la proposition de loi visant à une assimilation intégrale au statut départemental conduit à ériger la Martinique en département français le 19 mars 1946. En 1983, la Martinique devient une région monodépartementale. Lors du référendum du 24 janvier 2010, les électeurs martiniquais décident de la création d'une collectivité unique, en 2014, exerçant les compétences dévolues au Département et à la Région, régie par l'article 73 de la Constitution.

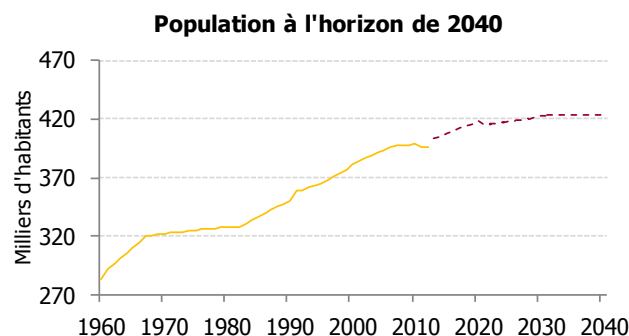
### Bientôt une collectivité unique

Le cadre institutionnel de l'Outre-mer français est défini par la loi constitutionnelle du 28 mars 2003 relative à la réforme de l'organisation décentralisée de la République. Depuis la loi de départementalisation du 19 mars 1946 et celle du 31 décembre 1982, la Martinique est un Département et une Région. Mais, à la différence de ses homologues de métropole, son assise territoriale est monodépartementale et ses compétences sont étendues, notamment en matière de finances publiques locales. La réforme constitutionnelle du 28 mars 2003 a confirmé ce double ancrage institutionnel, en créant la dénomination de « Départements et Régions d'Outre-mer » (DROM). Les DROM sont régis par le principe de l'identité législative. Néanmoins, des adaptations aux lois et règlements qui prévalent en métropole sont autorisées, dès lors qu'elles sont motivées par « *les caractéristiques et contraintes particulières de ces collectivités* ». La constitution prévoit désormais pour les DROM la possibilité de créer une collectivité unique se substituant au Département et à la Région sous réserve du consentement des électeurs. A la suite du référendum de janvier 2010, une nouvelle collectivité verra le jour en 2014. Au niveau communautaire, la Martinique, comme les autres DROM, est une Région ultrapériphérique (RUP). Ce régime prévoit l'applicabilité de principe de l'ensemble du droit communautaire et permet de bénéficier des fonds structurels.

## UNE POPULATION VIEILLISSANTE

La population martiniquaise est estimée à 395 953 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2011, soit 0,6 % de la population française totale, et un cinquième de la population domienne. La densité de la population est élevée, avec 351 hab./km<sup>2</sup>, et concentrée dans le centre de l'île, autour de Fort-de-France (90 498 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2011).

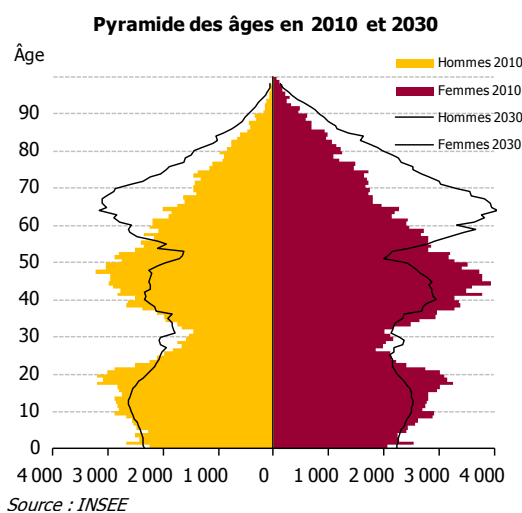
La Martinique se caractérise par le vieillissement de sa population. Les personnes âgées de plus de 65 ans représentent un habitant sur sept. Selon les projections de l'INSEE, cette tendance serait de plus en plus soutenue dans les années à venir, avec une proportion de personnes de plus de 60 ans qui atteindrait 27,6 % de la population totale en 2020, et près de 40 % en 2040.



Source : INSEE

Indicateurs démographiques	Martinique	France <sup>(1)</sup>
Population (milliers, millions pour la France, au 01/01/2011)	396,0	65,4
Part des moins de 20 ans (% , 2010)	27	25
Part des 20 - 59 ans (% , 2010)	52	52
Part des 60 et plus (% , 2010)	21	23
Densité de population (hab./km <sup>2</sup> , au 01/01/2011)	351	102,7 <sup>(2)</sup>
Taux de croissance annuel moy. de la pop. (% , 2000-2011)	0,3	0,6 <sup>(3)</sup>
Taux de natalité (‰ habitants, 2010)	12,3	12,7
Taux de mortalité (‰ habitants, 2010)	7,2	8,5
Taux de mortalité infantile (‰ naissances, 2008/2010) <sup>(4)</sup>	8,3	3,5
Indicateur conjoncturel de fécondité (2009)	2,08	2,00 <sup>(5)</sup>
Espérance de vie des femmes à la naissance (âge, 2009)	84,3	84,8
Espérance de vie des hommes à la naissance (âge, 2009)	77,9	78,2

<sup>(1)</sup> Bilan démographique de l'INSEE 2011 ; <sup>(2)</sup> Densité de la population métropolitaine au recensement de 2010 ; <sup>(3)</sup> Entre 2002 et 2012 ; <sup>(4)</sup> Nombre de décès à moins d'un an / nombre d'enfants nés vivants en 2008, 2009 et 2010 ; <sup>(5)</sup> ICF en 2009  
Source : INSEE



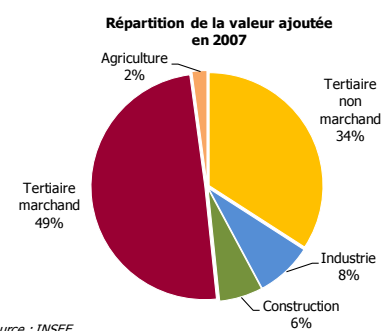
Source : INSEE

## PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

L'économie de la Martinique a bénéficié d'une croissance soutenue entre 1997 et 2007 (+2,9 % en moyenne par an et en volume) tirée par la consommation et l'investissement. Celle-ci s'est accompagnée d'une tertiarisation accrue des activités. A partir de 2007, la croissance ralentit (+0,9 %) puis devient négative en 2008 (-0,3 %) en lien avec la faiblesse de la demande intérieure et la contraction de l'investissement. La récession s'amplifie l'année suivante (-6,5 %) avec la crise sociale, mais la croissance repart nettement en 2010 (+4,6 %) rattrapant une partie de la baisse de 2009. Selon les comptes économiques rapides, le rattrapage se poursuit en 2011, mais la progression du PIB est mesurée (+1,0 %) : la consommation se maintient (+0,9 %) alors que l'investissement est mieux orienté (+5,2 %).

Principaux indicateurs économiques	Martinique	France
PIB (milliards d'euros, 2011) <sup>(1)</sup>	8,3	1 996,6
Taux de croissance du PIB (% , en volume, 2011) <sup>(1)</sup>	1,0	1,7
PIB par habitant (euros courants 2011)	20 539	30 634
Taux de dépendance aux importations (% , 2011) <sup>(2)</sup>	33,4	30
Dépenses de l'Etat (millions d'euros, 2010) <sup>(3)</sup>	2,7	-
Dettes des collectivités (% du PIB, 2010)	10,6	8,3 <sup>(4)</sup>

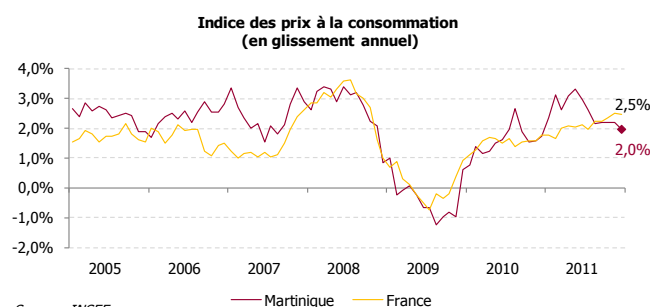
<sup>(1)</sup> Estimation CEROM ; <sup>(2)</sup> Importations/PIB ; <sup>(3)</sup> Dépenses de personnel, de fonctionnement, d'investissement, d'intervention, avances d'impôts et TIPP, dotations aux collectivités ; <sup>(4)</sup> Dette publique notifiée ou au sens de Maastricht  
Sources : INSEE, CEROM, Douanes, DRFIP



Source : INSEE

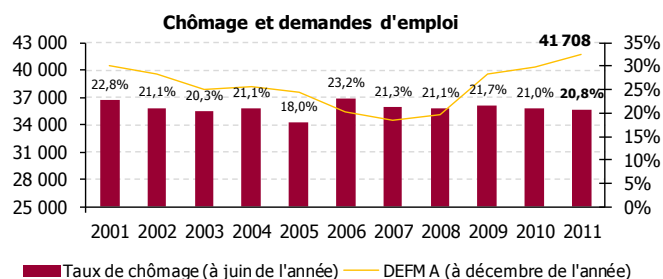
### Hausse des prix contenue

Entre 2001 et 2011, l'indice des prix à la consommation a progressé en moyenne de 1,9 % par an. Sur la période, les prix des services et de l'alimentation ont fortement contribué à la hausse des prix. S'agissant des prix de l'énergie, l'impact sur l'inflation est plus important à partir de 2009. Ces derniers progressent en moyenne de 11,5 % par an entre 2009 et 2011.



Source : INSEE

## Taux de chômage élevé



DEFM A : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A

Sources : DIECCTE, INSEE

Emploi	2000	2011	TCAM <sup>(1)</sup> 11/00
<b>Emploi total</b>	<b>121 834</b>	-	-
<b>Emploi non salarié</b>	<b>8 526</b>	-	-
<b>Emploi salarié</b>	<b>113 308</b>	<b>125 750</b>	<b>1,0%</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	5 264	4 378	-1,8%
Industries - Energie et Eau	8 058	8 626	0,7%
Construction	4 957	6 789	3,2%
Services marchands	29 768	31 887	0,7%
Services non marchands	65 261	74 070	1,3%

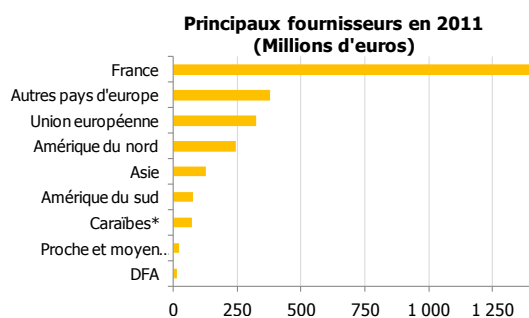
<sup>(1)</sup> Taux de croissance annuel moyen

Source : INSEE, base EPURE

Sur ces dix dernières années le taux de chômage reste à un niveau élevé, supérieur à 20 %, sauf en 2005 (18 %). L'âge et le faible niveau de formation constituent des facteurs discriminants. En 2011, le chômage touchait ainsi 60 % des jeunes actifs (moins de 25 ans) et 29,9 % des actifs sans diplôme. Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A (DEFM A) s'élève à 41 708 à fin 2011, en hausse de 3,6 % sur un an. 84 % de l'emploi salarié se trouve concentré dans le secteur des services devant l'industrie (7 %) et la construction (5 %). L'agglomération centre (Fort-de-France, Schoelcher, Saint-Joseph et Lamentin) concentre les trois quarts des emplois du territoire. L'emploi public représente environ un tiers de l'emploi salarié et se répartit selon 3 statuts : la fonction publique d'État (36 % des effectifs), la fonction publique territoriale (45 %) et la fonction publique hospitalière (19 %).

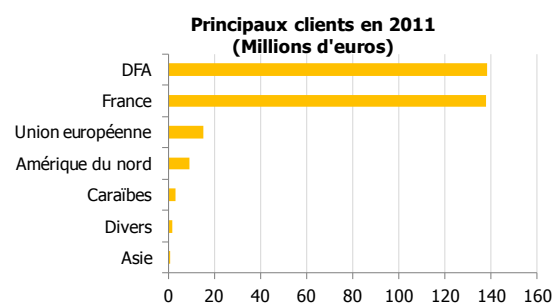
## Déficit structurel du commerce extérieur

L'énergie représente une part importante des échanges commerciaux de la Martinique, en raison de l'implantation dans le département de la SARA (Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles) qui exporte des carburants raffinés. Cette situation explique que les Départements français d'Amérique (DFA) demeurent d'importants partenaires de la Martinique à l'exportation, alors que la France et l'Union européenne sont les premiers fournisseurs. Le commerce régional (hors énergie) est, pour sa part, embryonnaire. La balance commerciale est structurellement déficitaire et le déficit commercial se creuse (+52 % en dix ans).



Source : Douanes

\* y compris Trinidad et Tobago



Source : Douanes

Importations en valeurs (millions d'euros)	2011
Autres produits industriels	806,5
Équip. mécaniques, matériel élec., électronique et informatique	487,0
Produits des industries agroalimentaires	374,1
Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	352,7
Produits pétroliers raffinés et coke	333,7
Matériels de transport	281,9
<b>Total importations</b>	<b>2 709,4</b>

Source : Douanes

Exportations en valeurs (millions d'euros)	2011
Produits pétroliers raffinés et coke	112,8
Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture	84,1
Produits des industries agroalimentaires	52,1
Autres produits industriels	20,2
Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	19,3
Équip. mécaniques, mat. électrique, électronique et informatique	11,3
<b>Total exportations</b>	<b>308,3</b>

Source : Douanes

## PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

La Martinique présente les caractéristiques d'une économie moderne et diversifiée. Les services, marchands et non marchands, constituent la principale source de création de richesse. Leur poids dans l'économie s'est accru de 2,2 points entre 2000 et 2010. Les secteurs du BTP et du tourisme peinent à se maintenir sur la période, alors que l'agriculture est soumise aux aléas climatiques. Les filières traditionnelles (banane, canne-sucre-rhum) jouent un rôle important dans l'équilibre social et territorial de l'île.

Principaux indicateurs sectoriels	2011	TCAM* 11/01
Production de canne à sucre (tonnes)	206 671	+0,1%
Production de sucre (tonnes)	3 781	-4,1%
Production de rhum (hectolitres d'alcool pur)	83 033	-0,9%
Expéditions de bananes (tonnes)	175 829	
Production de viande (tonnes)	2 217,5	+0,7%

\* TCAM : taux de croissance annuel moyen

Sources : CTCS, FEL Hebdo, SEM des abattoirs de la Martinique

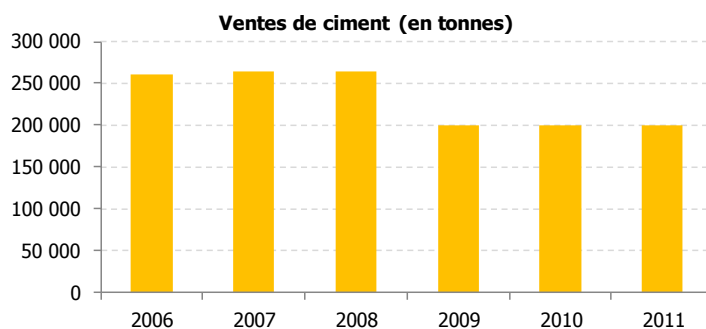
	2011	TCAM* 11/01
Production de ciment (tonnes)	199 878	-2,4%
Nombre de touristes	601 680	-2,3%
Passagers à l'aéroport (milliers)	1 620,8	+0,7%
Croisiéristes	36 852	-15,6%
Chiffre d'affaires de la grande distribution (millions d'euros)	522,0	+4,8%

\* TCAM : taux de croissance annuel moyen

Sources : Ciments Antillais, CMT, CCIM, DIECCTE

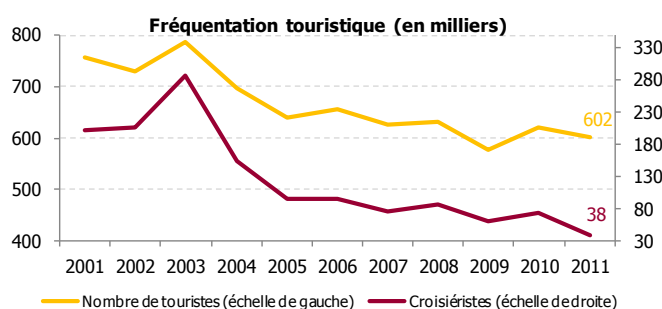
## Perte de dynamisme dans le secteur du BTP

Le BTP a joué un rôle clef dans la croissance économique de la Martinique entre 1997 et 2007. Au cours de la période, la valeur ajoutée du secteur a progressé en moyenne de 4,2 % par an. Le secteur représente environ 5 % de l'emploi salarié. En 10 ans, les effectifs progressent de 2,9 % en moyenne par an. Ces derniers reculent en moyenne de 2,8 % par an entre 2009 et 2011. Après deux années de repli (2009 et 2010), le secteur se remet lentement de la crise. Une légère amélioration est perceptible, en 2011, en lien avec la reprise des programmes de logements sociaux, de travaux routiers et de certains grands chantiers. Pour autant, les mises en chantier ne suffisent pas à relancer durablement le secteur, fortement dépendant de la commande publique.



Source : Ciments Antillais

## Situation difficile pour l'activité touristique



Sources : CMT et DD PAF

Alors que la Martinique accueillait près d'un million de touristes en 1999, ils n'étaient que 601 680 touristes en 2011, soit 3 % des touristes de la région, ce qui ne place le département qu'en 10<sup>e</sup> position des destinations caribéennes. Sur la période, la baisse de la fréquentation touristique tient d'une part à l'émergence des nouvelles destinations dans la Caraïbe et d'autre part à la réduction des flux de croisiéristes au rythme annuel de 15,6 % en moyenne.

Le tourisme participe cependant à la diversification économique de la Martinique. C'est l'un des secteurs les plus intégrés dans l'économie, grâce à sa forte intensité en main-d'œuvre directe et indirecte. L'hôtellerie-restauration emploie environ 4 % des salariés martiniquais et représente 1 % des entreprises en 2010.

## FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

L'activité bancaire et financière de la Martinique s'organise autour de différents réseaux d'établissements de crédit et assimilés. Certains disposent d'une implantation locale, d'autres interviennent directement depuis la métropole. Fin 2011, 21 établissements de crédit locaux sont recensés à la Martinique et se répartissent selon les quatre catégories suivantes : cinq banques affiliées à

l'Association Française des Banques (dont La Banque Postale), six banques mutualistes et coopératives, sept sociétés financières et trois institutions financières spécialisées. Ces établissements totalisent 151 agences bancaires et emploient 1 477 agents (hors La Banque Postale). La conjoncture financière en 2011 a été marquée par une progression modérée des encours bancaires, alors que les taux de créances douteuses sont restés orientés à la baisse.

Entre 2001 et 2011, les encours sains progressent globalement de 6,3 % en moyenne par an atteignant 7,8 milliards d'euros en fin d'année 2011 (ensemble des établissements de crédit). Cette évolution accompagne l'orientation favorable de l'activité économique sur la période dont la croissance annuelle moyenne est de 2,5 %. Les encours des ménages sont en hausse de 5,9 % en moyenne par an, ceux des entreprises progressent de 6,0 % en moyenne annuelle et ceux des collectivités territoriales de 7,0 % par an. Les crédits d'investissement des entreprises sont orientés à la hausse (+11,4 % en moyenne par an) tout comme les crédits à l'habitat aux ménages (+7,8 %). Toutefois, la croissance des encours de crédit suit le ralentissement de la croissance depuis 2008. En effet, entre 2008 et 2011, la croissance annuelle moyenne de l'encours global ralentit pour atteindre 2,3 %. L'encours des entreprises est stable (+0,5 % en moyenne par an), ceux des ménages continuent de progresser (+3,1 %) essentiellement en raison de la bonne tenue des encours de crédit à l'habitat (+5,5 % par an).

Indicateurs monétaires et financiers	2001	2011
Nombre d'habitants par guichet bancaire	3 939	2 622
Nombre d'habitants par guichet automatique	1 446	1 109
Nombre de comptes bancaires par habitant	3,0	3,1
Actifs financiers des agents économiques (EC locaux, en millions d'euros)	3 741,5	6 250,2
Encours sains des agents économiques (tous EC, en millions d'euros)	4 219,2	7 751,5
Taux de créances douteuses (tous EC, en %)	9,4	6,3

Source : IEDOM

Indicateurs entreprises	2011
Coût moyen du crédit aux entreprises (jan. 2012)	5,21%
Actifs financiers (EC locaux, en millions d'euros)	1 218,5
Encours bancaires (tous EC, en millions d'euros)	3 295,0
dont crédits d'exploitation* (%)	+1,9
dont crédits d'investissement* (%)	-0,6
dont crédits immobiliers* (%)	+0,2

\* Taux de variation annuel

Source : IEDOM

Indicateurs ménages	2011
Créances douteuses nettes (millions d'euros)	59,7
Actifs financiers (EC locaux, en millions d'euros)	4 674,8
Encours bancaires (tous EC, en millions d'euros)	3 041,2
dont crédits à la consommation* (%)	-0,6
dont crédits à l'habitat* (%)	+4,6
Nombre de dossiers de surendettement	552

\* Taux de variation annuel

Source : IEDOM

**NB : Les données utilisées dans cette note sont arrêtées au 31 décembre 2011.**

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : V.-R. NUGENT  
Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : octobre 2012 – Dépôt légal : octobre 2012 – ISSN 1952-9619